

Le vrai caractère de la crise financière

Nos lecteurs doivent se souvenir de l'étude que j'ai publiée dans le numéro 1 de la *Voix du Travail* et ayant trait à la [stabilisation monétaire](#).

Je leur demande de s'y reporter à nouveau avant de lire l'article que nous reproduisons, tiré de la revue financière *Sans Fil* du 12 août dernier et paru sous la signature de M. Hyacinthe Philouze, spécialiste éminent des questions financières.

Ils se rendront compte ainsi de la valeur de nos conclusions, qu'aucun représentant des partis politiques – communiste y compris – n'a jamais osé exposer à la tribune de la Chambre.

Voici ce que déclarent M. Philouze et son interlocuteur

[|Les raisons profondes de l'inquiétude française ; celles de l'obstination américaine|]

L'ajournement de la ratification l'accord de Washington à la Chambre, la lettre ouverte de M. Clemenceau au président Coolidge ont rouvert la plaie profonde, jamais cicatrisée, du règlement des dettes interalliées.

Naturellement, les vieux arguments sentimentaux ont été à nouveau lancés dans le débat, vainement, car l'inquiétude française se bute contre l'obstination américaine.

Le peuple de France, qui a gardé son vieux bon sens d'antan, sait ce que payer veut dire. En dépit de tous les avantages qu'on fait miroiter devant ses yeux, si les accords sont ratifiés, il demeure méfiant et inquiet. Cependant, le gouvernement américain, plus encore que le peuple, s'obstine. Ce n'est pas sans raison.

Au cours d'un long entretien, que je poursuivais, il y a quelques jours, avec un éminent financier étranger – qui n'était ni Américain, ni Anglais – nous avons abordé le tragique problème.

« Je comprends fort bien, m'a-t-il déclaré alors, l'inquiétude qui se manifeste chez vous. Elle est très justifiée. Le règlement de votre dette envers les États-Unis se traduira finalement par une perte importante de votre patrimoine, ou plus exactement par une mainmise de vos créanciers sur une partie de ce patrimoine.

« Tout paiement implique cession de richesses.

« Si vous disposiez de richesses cristallisées et facilement mobilisables à l'extérieur, vous pourriez, sans grand dommage, les transférer à New-York. Ce n'est pas votre cas. Votre portefeuille étranger est considérablement réduit depuis la guerre et vous n'êtes pas exportateur de main-d'œuvre. Dans de telles conditions comment payer ? Par l'excédent de vos exportations et, par les produits de l'exportation à l'intérieur provenant du tourisme ? Sans être pessimiste on peut par avance considérer cet excédent hypothétique comme devant être très insuffisant pour faire face à vos règlements. Par des ouvertures de crédit obtenus à l'étranger ? Ce serait reculer pour mieux sauter. Vous n'obtiendriez ainsi qu'un équilibre momentané de votre balance des paiements. Cependant comme tout crédit implique intérêts et remboursement le total de vos emprunts viendrait finalement et nécessairement s'ajouter à celui des dettes politiques et votre change en subirait les conséquences.

« En dernière analyse, d'ailleurs, pour payer vous achetez des dollars. Que fait l'étranger qui devient ainsi détenteur de francs ? Il n'a que trois emplois possibles normalement : Placer ses francs en compte courant, ce ne peut être que momentanément ; acheter des domaines, métropolitains ou coloniaux, dans des conditions avantageuses pour lui, prendre

des participations dans des entreprises industrielles ou commerciales, s'emparer du contrôle ou créer avec ses francs disponibles des entreprises en France.

« C'est, du reste, vous avez pu le constater vous-même, ce qui s'est passé en Autriche et en Allemagne. Dans ce dernier pays, l'emprise américaine sur des affaires considérables est devenue formidable à la suite des crédits consentis par les banques de New-York.

« Lorsque ces crédits cesseront comment, sinon par une exportation gigantesque hors de ses frontières, pourra-t-elle assurer le transfert des annuités du plan Dawes ?

« Chez vous également, me dit-on, vous avez déjà pu apercevoir des manifestations symptomatiques de même genre. Ce qui aggrave une pareille situation, c'est que vous êtes désarmés. L'Américain peut acheter ce qu'il veut, ce qui l'intéresse, s'installer où il lui plait, et échapper à tout contrôle.

« Croyez-moi, il n'y a, à mon avis, qu'un remède c'est de tenter paiement non pas par une cession de territoires, mais par l'octroi de concessions ou l'affermage temporaire d'une colonie.

« Malheureusement pour votre trésorerie, votre opinion semble peu disposée à accepter une pareille combinaison. Il n'est, au reste, pas prouvé encore qu'elle serait agréée là-bas. Ce n'est cependant nullement improbable.

« Mais alors, me direz-vous, pourquoi cette obstination américaine ? C'est fort simple. Les États-Unis sont obsédés par la crainte d'une guerre avec le Japon. Ils la redoutent, mais ils n'ont pas oublié les leçons de la guerre. Ils savent quel matériel formidable elle exige. Si donc elle éclate, ils auront en main une créance admirable. Leurs débiteurs européens : Belges, Italiens et Français sont bien outillés. L'heure de la guerre sera, *ipso facto*, l'heure des réparations en nature. Vos usines travailleront pour l'Oncle Sam à plein.

Vos industriels ne s'en plaindront pas, mais l'État français devra les rembourser et finalement c'est encore votre contribuable qui paiera les frais.

« Faites très attention, en France, aux conséquences d'une ratification et, a fortiori, d'une ratification d'accords où toutes les hypothèses du lendemain n'auront pas été sérieusement envisagées. »

Ces observations sont parfaitement justes.

Elles méritent d'être d'autant plus méditées coïncident absolument avec les renseignements que nous détenons au *Sans Fil*. Depuis quelques mois elles jettent une lueur nouvelle sur les dessous de la politique américaine et sur les raisons profondes d'une obstination difficilement explicable en l'état de prospérité qui règne actuellement là-bas.

C'est dire que le rapprochement entre les deux points de vue ne sera possible qu'à la suite d'un grand remous populaire et que de simples ajustements des accords par le canal des diplomates sont insuffisants pour s'imposer à l'opinion publique voire aux parlements des deux pays.

[/H.P./]

Comme on s'en rend compte, après cette lecture, l'Amérique veut non seulement accaparer tout l'appareil économique français, italien et belge, mais encore l'utiliser dans son conflit avec le Japon. La finance américaine sent qu'elle n'échappera pas à ce conflit et, de toutes ses forces, elle prépare la guerre, en dépit de toutes les affirmations pseudo pacifistes des Coolidge et des Borah.

Pendant la guerre de 1914-1918, elle a travaillé pour l'Europe et encaissé les milliards de dollars des commandes. Pendant la guerre du Pacifique – qu'elle provoque chaque jour – elle entend bien faire travailler l'Europe sans la payer.

Ainsi les ouyriers du vieux continent auront fait les frais des deux guerres, pour asseoir la domination de la finance d'outre-Atlantique.

On va, sans doute, demander la cession de l'Indo-Chine, base navale nécessaire à l'Amérique et risquer de nous entraîner dans le conflit, auquel l'Angleterre semble être appelée à participer, elle aussi, activement.

Décidément, l'avenir. est bien noir. Des ruines nouvelles vont apparaître avant que les dernières soient réparées.

Travailleurs ! plus que jamais, veillons, organisons-nous. Le péril est imminent.

[/Pierre Besnard/]